

Expulsion de MSF d’Ethiopie : Réponse à la CIMADE

Rony Brauman

1986

Le bulletin de la CIMADE, janvier 1986.

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

Expulsion de MSF d'Ethiopie : réponse à la CIMADE

Rony Brauman

Sous le titre "remettre les pendules à l'heure", la Cimade a fait paraître dans son dernier bulletin des extraits de la déclaration du gouvernement éthiopien concernant l'expulsion de Médecins Sans Frontières d'Ethiopie.

A défaut de fraternité entre mouvements humanitaires, la déontologie de l'information exigeait, compte tenu du ton extrêmement agressif de ce communiqué, de vérifier auprès de Médecins Sans Frontières les "faits" qui y sont mentionnés. Puisque cela n'a pas été fait, je souhaite porter moi-même à la connaissance des lecteurs de "Cimade-Info" les éléments de réponse, tous aisément vérifiables.

1./ Si Médecins Sans Frontières a fait du "tintamarre", comme dit le communiqué, au sujet du refus opposé par la Relief and Rehabilitation Commission d'ouvrir un centre de nutrition à Kelala ,c'est pour une raison simple et tragique: la mort, pratiquement sous nos yeux, de trois mille enfants gravement malnutris, dont plus de 90% auraient pu, auraient du, être sauvés. Alors que tous les moyens se trouvaient sur place - équipe médico-nutritionnelle, aliments hyperprotéinés, moyens logistiques, etc - les Médecins Sans Frontières se sont vus interdire de mettre en place un centre de nutrition, indispensable pour administrer les 2000 calories quotidiennes réparties en 6 à 8 repas fractionnés, qui seul aurait pu sauver ces enfants.

Nous avons appris par la suite, de la bouche d'un fonctionnaire éthiopien, que ce centre de nutrition aurait entravé, en fixant la population, les opérations de "resettlement" dans la région.

Devions-nous accepter d'être les instruments passifs de cette politique inhumaine? Devions-nous laisser croire, par notre présence silencieuse, que tout se passait bien alors qu'un monstrueux sacrifice d'innocents était en cours sous nos yeux?

Nous ne pouvions pas, sauf à renier l'idée même qui nous anime, nous taire. C'est ce cri d'alarme que la Relief and Rehabilitation Commission nomme "tintamarre".Et comme il est plus facile de salir le messenger de la mauvaise nouvelle que de prendre des mesures correctives, les autorités éthiopiennes avancent toute une série d'affirmations mensongères, voire calomnieuses, en se gardant bien de répondre sur le fonds aux questions qui se posent.

2./ Médecins Sans Frontières serait "la plus petite des 47 ONG agissant en Ethiopie, avec le budget le plus faible".

Médecins Sans Frontières a été parmi les toutes premières organisations, en termes de personnel sur le terrain, comme en termes de budget: en moyenne 35 personnes (une trentaine de médecins et d'infirmières, le reste en logisticiens et administrateurs de terrain). Le budget que cite le communiqué (150 000 dollars) représente ce que nous dépensions en quinze jours! Nous avons en effet engagé plus de 3 millions de dollars pour cette seule opération.

C'est d'ailleurs si vrai que jusqu'au mois d'octobre 1985, les autorités éthiopiennes considéraient comme exemplaire le travail des équipes de Médecins Sans Frontières sur le terrain, envoyant presque systématiquement les journalistes étrangers dans les camps où nous nous trouvions.

Aussi bien la qualité du travail fourni, que l'importance de l'investissement matériel de Médecins Sans Frontières ont été à plusieurs reprises soulignés par les autorités éthiopiennes comme par les observateurs, qu'il s'agisse de journalistes ou de fonctionnaires internationaux.

3./ Médecins Sans Frontières serait connu pour le gaspillage des dons récoltés, dit encore ce communiqué.

On n'a pas le droit d'avancer des affirmations aussi calomnieuses sans fournir le moindre commencement de preuve. Médecins Sans Frontières est une association reconnue d'utilité publique, et comme telle est soumise au contrôle rigoureux de sa comptabilité. Nos comptes, vérifiés et certifiés par des commissaires assermentés, ont été publiés il y a quelques mois par le mensuel "Que Choisir". Ils sont connus de tous ceux qui le désirent, et n'ont jamais fait l'objet de la moindre critique.

Cette affirmation rejoint d'ailleurs le mensonge précédent sur le montant des fonds que nous avons consacré à l'Ethiopie et le nombre de Médecins Sans Frontières sur le terrain.

Gaspillage encore, dit le communiqué, accusant les Médecins Sans Frontières de passer leur temps en voyages entre le Wollo, Addis-Abeba et Paris. C'est à se demander qui a construit les centres de nutrition, les hopitaux de terrain, et qui les faisait fonctionner. C'est à se demander aussi pourquoi les autorités éthiopiennes, aujourd'hui si sourcilleuses, ont toléré cette parodie d'action!

La réalité est que nos médecins, infirmières, nutritionnistes, sage-femmes, logisticiens, restent sur le terrain entre 6 mois et un an d'affilée, que tous ont travaillé d'arrache-pied, en collaboration étroite d'ailleurs avec les équipes de terrain éthiopiennes, à qui je souhaite rendre ici hommage, car bien peu en ont parlé.

4./ Médecins Sans Frontières aurait voulu semer la discorde parmi les donateurs et les équipes de secours en citant à tort des membres des Nations-Unies et des membres d'ONG, pouvons-nous encore lire.

Nous avons montré à de nombreux journalistes et responsables d'équipes de secours le rapport des Nations-Unies sur les effroyables conditions des centres de transit dans le Wollo, et sur la mortalité par épidémie, plus de dix fois supérieure à celle du reste du pays, qui y régnait. Ce rapport reste à la disposition de qui veut le consulter. De même que nous tenons à la disposition de qui le souhaite les lettres que nous avons reçues de la part des ONG après notre expulsion: toutes font état des excellentes relations de travail qui s'étaient nouées entre nos différents groupes, et de la qualité de l'action que nous avons menée, démentant ainsi les accusations de semeurs de discorde que nous lançent aujourd'hui les autorités éthiopiennes.

5./ Médecins Sans Frontières se serait attribué indûment des fonds inter-gouvernementaux destinés au gouvernement éthiopien.

C'est accorder décidément beaucoup d'influence à une organisation de charlatans! Là encore, la réalité est bien loin de ces affirmations: Médecins Sans Frontières travaille depuis plusieurs années avec le Fonds d'Aide d'Urgence de la Commission des Communautés Européennes. Cette agence alloue des aides financières à des organismes humanitaires européens pour soutenir leurs interventions dans des situations d'urgence. En aucun cas (à la différence d'autres instances de coopération liées à la commission de Bruxelles) elle ne verse de fonds directement à des gouvernements. Les autorités éthiopiennes ont effectivement essayé de bloquer un versement que la CEE devait faire à Médecins Sans Frontières en octobre dernier, mais elles n'y sont pas parvenues. Simplement parce que cela leur était impossible. Là encore, les faits sont vérifiables.

A aucun moment, nous ne nous sommes prononcés sur le bien-fondé de la politique de déplacement de populations (le "resettlement") menée par les autorités éthiopiennes.

Nous avons en revanche dénoncé les conditions inhumaines dans lesquelles se déroulait cette opération qui a causé la mort de plus de 100 000 personnes au cours de l'année dernière: nous ne demandons rien d'autre qu' un moratoire sur le "resettlement" et une commission d'enquête indépendante destinée à faire toute la lumière sur la façon dont est utilisée l'aide internationale. Car ce qui tue aujourd'hui en Ethiopie, ce n'est plus la faim mais la folie meurtrière des hommes, rendue possible par l'indifférence et la passivité.